|  |  |
| --- | --- |
| **Conférence de plénipotentiaires (PP-22)Bucarest, 26 septembre – 14 octobre 2022** |  |
|  |  |
|  |  |
| SÉANCE PLÉNIÈRE | **Document 56-F** |
|  | **25 juillet 2022** |
|  | **Original: anglais** |
|  |
| Rapport du Conseil |
| ARRIéRéS, COMPTES SPéCIAUX D'ARRIéRéS et COMPTES SPéCIAUX D'ARRIéRéS SUPPRIMéS |
|  |
|  |

# 1 Rappel

1.1 Par sa [Résolution 41](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/res-041-F.pdf) (Rév. Dubaï, 2018), la Conférence de plénipotentiaires a prié instamment les membres de l'UIT en retard dans leurs paiements, en particulier ceux pour lesquels des comptes spéciaux d'arriérés avaient été supprimés, de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter un plan d'amortissement pour le règlement de leurs arriérés. Elle a confirmé la décision de n'ouvrir de nouveaux comptes spéciaux d'arriérés qu'après la conclusion d'un accord avec le Secrétaire général établissant un plan d'amortissement spécifique, au plus tard un an après la réception de la demande d'ouverture de ces comptes spéciaux. Il a été décidé en outre que les sommes dues ne seront pas prises en compte pour l'application du numéro 169 de la Constitution (droit de vote), à condition que les États Membres concernés aient soumis au Secrétaire général et arrêté avec lui leur plan d'amortissement et aussi longtemps qu'ils respectent strictement ce plan et les conditions dont il est assorti. Le non-respect dudit plan et desdites conditions entraînerait la suppression du compte spécial d'arriérés. D'autre part, le Conseil a été chargé de revoir les lignes directrices concernant les plans d'amortissement, notamment leur durée maximale, qui serait de cinq ans pour les pays développés, de dix ans pour les pays en développement et de quinze ans pour les pays les moins avancés (PMA), ainsi que de cinq ans pour les Membres de Secteur et les Associés, et de suivre le travail effectué par le Secrétaire général de l'UIT au titre de la mise en œuvre de ladite résolution. Le Conseil a initialement fixé les lignes directrices pour les plans d'amortissement lors de sa session de 1999 (Document [C99/27](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c99/docs/docs1/027.html)). Le Conseil a aussi été chargé d'envisager d'autres mesures appropriées, comme par exemple, dans des circonstances exceptionnelles, des réductions temporaires de classe de contribution; l'annulation des intérêts pour paiements en retard, pour autant que les débiteurs se conforment strictement au plan d'amortissement convenu pour le règlement des contributions impayées; l'établissement d'un plan d'amortissement d'une durée maximale de trente ans pour les pays ayant des besoins particuliers, en raison de catastrophes naturelles, de guerres civiles ou de difficultés économiques extrêmes et l'ajustement du montant des échéances, pour autant que le montant total cumulé soit le même à la fin du plan d'amortissement.

1.2 En vertu de la [Résolution 169](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/res-169-F.pdf) (Rév. Dubaï, 2018), les établissements universitaires, les universités et les instituts de recherche associés (désignés ci-après "établissements universitaires") ont été admis, au terme d'une période d'essai, à participer aux travaux des trois Secteurs, leur contribution ayant été jugée utile pour les travaux des Secteurs. La Conférence de plénipotentiaires (Dubaï, 2018) a décidé d'admettre les établissements universitaires à participer aux travaux de l'Union, sans qu'il soit nécessaire d'apporter des amendements aux articles 2 et 3 de la Constitution de l'UIT et à l'article 19 de la Convention de l'UIT ou à toute autre disposition de la Convention.

1.3 En outre, le Conseil a été chargé de prendre des mesures additionnelles en cas de non‑respect des modalités de remboursement convenues et/ou de retard dans le paiement des parts contributives annuelles non incluses dans les plans d'amortissement, qui consisteront, en particulier, en une suspension de la participation aux travaux de l'Union des Membres de Secteur, des Associés et des établissements universitaires concernés. Enfin, le Conseil a été chargé d'examiner le niveau approprié de la Provision pour comptes débiteurs, d'en assurer la couverture appropriée et de faire rapport à la prochaine Conférence de plénipotentiaires sur les résultats obtenus dans l'application de la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018).

1.4 La Conférence a en conséquence autorisé le Secrétaire général à négocier et à élaborer, d'un commun accord avec tous les États Membres en retard dans leurs paiements, en particulier ceux pour lesquels des comptes spéciaux ont été supprimés, et avec les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard dans leurs paiements, des plans d'amortissement de leur dette conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil (Document [C99/27](http://www.itu.int/itudoc/gs/council/c99/docs/docs1/027.html)).

# 2 Mesures prises pour obtenir le règlement des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés et mise en application des Résolutions 41 (Rév. Dubaï, 2018) et 152 (Rév. Busan, 2014)

2.1 Conformément au numéro 169 de la Constitution, un "*État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote […] tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes*".

2.2 En outre, la [Résolution 152](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/res-152-F.pdf) (Rév. Busan, 2014) dispose qu'en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT d'un Membre de Secteur ou d'un Associé "*devra être suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et qu'en l'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement devra intervenir trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension*".

2.3 Enfin, conformément au [numéro 474](https://www.itu.int/pub/S-CONF-PLEN-2019/fr) de la Convention, les "*sommes dues* [au titre des contributions de l'Union,] *portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3% (trois pour cent) par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% (six pour cent) par an à partir du début du septième mois*". Il convient de noter qu'en 2020 et 2021, en raison de la pandémie de Covid-19, le Secrétaire général a décidé d'accorder une période de grâce de six mois à tous les membres de l'UIT avant d'appliquer les intérêts moratoires par défaut.

2.4 Le Secrétaire général a informé tous les États Membres, Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires concernés par la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018) et a également pris les mesures ci-après.

2.5 Un relevé de compte est envoyé au moins deux fois par an à chaque débiteur et les montants dus figurent dans la Lettre Circulaire publiée par le Département de la gestion des ressources financières quatre fois par an.

2.6 Chaque année, un rappel est envoyé aux États Membres qui ont perdu le droit de vote et aux États qui sont susceptibles de le perdre l'année suivante s'ils ne règlent pas leurs arriérés. Il est également rappelé aux États Membres en retard dans le paiement des publications que s'ils ne règlent pas leurs arriérés, les publications ne leur seront envoyées que contre prépaiement.

2.7 Le Secrétaire général a pris toutes les mesures possibles en vue de réduire les sommes impayées, notamment par des rappels spéciaux, par des contacts lors de conférences, assemblées et réunions ainsi que par une action permanente de tous les bureaux régionaux de l'Union.

2.8 Les États Membres ayant des comptes spéciaux d'arriérés ont été priés de soumettre au Secrétaire général et d'arrêter avec lui un plan d'amortissement ainsi que d'observer strictement les modalités de remboursement convenues. Ceux qui ne les ont pas respectées ont été informés des sanctions prévues, entre autres, de la suppression du compte spécial d'arriérés avec l'obligation de négocier un nouveau plan d'amortissement selon les lignes directrices fixées par le Conseil.

2.9 Les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires en retard dans leurs paiements ont été priés de soumettre et de négocier des plans d'amortissement. Ceux qui ne l'ont pas fait ou qui n'ont pas respecté les modalités convenues ont été informés de leur suspension et, le cas échéant s'ils n'ont pas régularisé leur situation, de la suppression de leur participation aux travaux des Secteurs dont ils sont membres. Ceux-ci reçoivent régulièrement des rappels des paiements qu'ils doivent effectuer pour retrouver le droit de participer aux travaux des Secteurs.

# 3 Résultats obtenus en application des Résolutions 41 (Rév. Dubaï, 2018) et 152 (Rév. Busan, 2014)

3.1 La situation concernant les arriérés a évolué de façon positive depuis la Conférence de plénipotentiaires tenue à Dubaï en 2018. Les sanctions prises et les efforts consentis pour apurer les dettes irrécupérables ainsi que pour recouvrer les montants dus se sont traduits par une réduction constante des arriérés dans les dernières années. Ainsi, dans l'Annexe A, laquelle montre l'évolution sur les 8 dernières années, on remarque que depuis 2015, le total des arriérés est passé de 51,7 millions CHF au 31 décembre 2015 à 37,5 millions CHF au 30 juin 2022, soit une diminution de 27%.

3.2 Il convient de noter que la mise en œuvre de la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) a eu des conséquences positives sur le paiement des contributions, qui se sont traduites par un meilleur taux de recouvrement de celles-ci et, de ce fait, par une diminution de la dette des Membres de Secteur et des Associés, ainsi que par une diminution du nombre de suspensions et de radiations. Le secrétariat tient toutefois à souligner les difficultés rencontrées pour recouvrer les dettes pour les entités radiées faute de mécanismes incitatifs suffisants à travers des solutions de négociation.

3.3 A cet égard, le secrétariat de l'Union demande aux Administrations de continuer à fournir un appui continu pour recouvrer les dettes. L'expérience démontre que l'intervention des Administrations joue un rôle clé et déterminant au niveau des entités ayant des arriérés envers l'Union.

3.4 On trouvera dans les Annexes A, B, C, D et E des précisions sur l'évolution et sur l'état des arriérés, des comptes spéciaux d'arriérés et des comptes spéciaux d'arriérés supprimés.

3.5 En application des dispositions de la Résolution 41 (Rév. Dubaï, 2018), au 30 juin 2022, dix comptes spéciaux d'arriérés avaient été supprimés (voir l'Annexe E, Partie 2). Les États Membres (Comores, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Sierra Leone et Somalie) et les deux organisations concernés (Apprentissages sans Frontières (Suisse), et Ellipsat (États‑Unis)) sont donc dans l'obligation de négocier un accord d'amortissement de leurs dettes conformément aux lignes directrices fixées par le Conseil. On notera que le Nicaragua, dont le nom figure dans le présent rapport, a signé un accord d'amortissement sur 10 ans avec l'Union et réglé sa première échéance en juillet 2022, ce qui lui a permis de retrouver son droit de vote.

3.6 Plusieurs plans d'amortissement ont été signés depuis la Conférence de plénipotentiaires de Dubaï (2018). Au 30 juin 2022, (voir Annexe E, Partie 1), il y avait un plan d'amortissement signé entre l'UIT et un Membre de Secteur (CAMTEL, Cameroun) et six signés entre l'UIT et des États Membres (Gambie, Libéria, République du Congo, Somalie, Soudan et Vanuatu). Parmi les six États Membres qui ont signé des plans d'amortissement, quatre appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés (PMA), lesquels peuvent bénéficier d'un délai maximum de quinze ans pour régler leur dette. Les deux autres appartiennent à la catégorie des pays en développement, qui bénéficient d'un délai maximum de 10 ans pour régler les montants prévus dans l'accord. En outre, la Gambie a versé l'intégralité des montants prévus dans son accord d'amortissement en janvier 2022. De ce fait, une demande de passation par pertes et profits des intérêts moratoires correspondants sera présentée à la séance finale du Conseil, qui aura lieu le 24 septembre 2022 à Bucarest (Roumanie).

3.7 Concernant les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF), conformément à la [Décision 545](http://www.itu.int/md/S07-CL-C-0085/en) du Conseil (2007), sur les 28 Administrations/opérateurs qui ont eu droit à une révision de leurs factures, 27 ont réglé leur dette et une entité a signé un accord d'amortissement (Ellipsat Inc. (États‑Unis d'Amérique), y compris pour la dette contractée par l'ex Virtual Geosatellite, rachetée par Ellipsat). Cependant, l'accord d'amortissement signé par Ellipsat Inc. a été supprimé en 2017 pour défaut de paiement. Pour l'heure, Ellipsat Inc. est la seule entité qui reste redevable d'une dette, en ce qui concerne les fiches SNF, dont le montant s'établissait à 35 180 CHF au 30 juin 2022.

3.8 Au 31 décembre 2021, le montant de la Provision pour comptes débiteurs s'établissait à 41,2 millions CHF et couvrait 100% des montants qui devaient être pris en compte dans la Provision selon les nouveaux principes mentionnés ci-dessus. Le solde de la Provision pour comptes débiteurs est désormais systématiquement réévalué au 31 décembre de chaque année. Il convient de noter que cette couverture à 100% n'exonère pas les États Membres, les Membres de Secteur, les Associés et les établissements universitaires de leurs engagements envers l'Union.

# 4 Recommandations

4.1 La Conférence de plénipotentiaires est priée, à la lumière du contenu du présent document:

1) de confirmer l'autorisation octroyée au Conseil de réviser, si nécessaire, les conditions d'établissement des plans d'amortissement, y compris des mesures telles que la réduction temporaire de la classe de contribution, la durée maximale de la période d'amortissement, des ajustements du montant des versements annuels dans la phase initiale des plans ou la passation par pertes et profits des intérêts moratoires, en vue d'accélérer le règlement des montants à payer;

2) de confirmer la décision de ne pas ouvrir de nouveaux comptes spéciaux d'arriérés pendant les Conférences de plénipotentiaires, du fait que le Secrétaire général est lui-même autorisé à ouvrir de nouveaux comptes spéciaux selon les lignes directrices approuvées par le Conseil.

ANNEXE A

Évolution des arriérés et comptes spéciaux d'arriérés

***(en milliers CHF)***

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Situation au 31 décembre  | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|  |  |  |  |  |  |  |  | **30 juin** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 8 450 | 10 070 | 9 639 | 8 683 | 8 965 | 11 068 | 12 362 | 10 354 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 36 | 36 | 37 | 40 | 41 | 47 | 46 | 46 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 8 486 | 10 106 | 9 676 | 8 723 | 9 006 | 11 115 | 12 408 | 10 400 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur et autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions | 16 300 | 15 367 | 13 938 | 11 213 | 11 193 | 9 356 | 7 550 | 7 414 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Publications | 12 | 6 | 5 | 52 | 52 | 50 | 53 | 49 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Total | 16 312 | 15 373 | 13 943 | 11 265 | 11 245 | 9 406 | 7 603 | 7 463 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Contributions*** | ***24 750*** | ***25 437*** | ***23 577*** | ***19 896*** | ***20 158*** | ***20 424*** | ***19 912*** | ***17 768*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Publications*** | ***48*** | ***42*** | ***42*** | ***92*** | ***93*** | ***97*** | ***99*** | ***95*** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **TOTAL ARRIÉRÉS** | **24 798** | **25 479** | **23 619** | **19 988** | **20 251** | **20 521** | **20 011** | **17 863** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT** | **15 823** | **8 094** | **7 601** | **17 229** | **4 550** | **6 712** | **6 191** | **8 318** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS** | **10 418** | **12 547** | **13 394** | **2 111** | **14 644** | **12 948** | **13 301** | **10 931** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **FICHES DE NOTIFICATION DES RÉSEAUX À SATELLITE** | **563** | **584** | **584** | **384** | **263** | **253** | **267** | **267** |
| **FACTURES DIVERSES** | **71** | **68** | **66** | **63** | **63** | **63** | **143** | **65** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Droits de gestion des numéros UIFN**  | **–** | **–** | **–** | **–** | **29** | **78** | **77** | **21** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Systèmes GMPCS** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **–** | **2** | **–** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total**  | **51 673** | **46 772** | **45 264** | **39 775** | **39 800** | **40 575** | **39 992** | **37 465** |

Non compris les débiteurs courants, c'est-à-dire de l'année 2021, dont le montant s'élevait à 2 547 000 CHF au 30 juin 2022, ce qui porte le total des sommes dues à 40 012 000 CHF.

ANNEXE B

Situation des arriérés au 30 juin 2022

***Montants dus concernant les contributions et les publications (CHF)***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **A États Membres de l'Union** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| Antigua-et-Barbuda | 1987-2020 | 2 334 028,65 | 46 146,35 | 2 380 175,00 |
| Brésil | 2019-2020 | 6 791,65 | 0,00 | 6 791,65 |
| République centrafricaine | 2015-2020 | 23 456,96 | 0,00 | 23 456,96 |
| Tchad | 2017-2020 | 63 821,40 | 0,00 | 63 821,40 |
| Chili | 2020 | 8 427,00 | 0,00 | 8 427,00 |
| Comores | 2019-2020 | 44 394,45 | 0,00 | 44 394,45 |
| République démocratique du Congo | 2017-2020 | 71 084,25 | 0,00 | 71 084,25 |
| Dominique | 2001-2020 | 590 108,65 | 0,00 | 590 108,65 |
| Guinée équatoriale | 2018-2020 | 137 907,35 | 0,00 | 137 907,35 |
| Gabon | 2020 | 74 945,09 | 0,00 | 74 945,09 |
| Gambie | 2019-2020 | 9 289,05 | 0,00 | 9 289,05 |
| Guinée | 2014-2020 | 74 625,25 | 17,20 | 74 642,45 |
| Guinée-Bissau | 2020 | 21 225,50 | 0,00 | 21 225,50 |
| Honduras | 2019-2020 | 8 110,76 | 0,00 | 8 110,76 |
| Iran | 2020 | 5 597,00 | 0,00 | 5 597,00 |
| Iraq | 2018-2020 | 24 011,10 | 0,00 | 24 011,10 |
| Libye | 2014-2020 | 1 924 250,25 | 0,00 | 1 924 250,25 |
| Îles Marshall | 2017-2020 | 6 189,65 | 0,00 | 6 189,65 |
| Nauru | 1991-2020 | 1 944 365,50 | 0,00 | 1 944 365,50 |
| Nicaragua | 2015-2020 | 605 527,90 | 0,00 | 605 527,90 |
| Pakistan | 2017-2020 | 257 631,83 | 0,00 | 257 631,83 |
| Sierra Leone | 2020 | 42 451,05 | 0,00 | 42 451,05 |
| Tunisie | 2015-2020 | 23 008,10 | 0,00 | 23 008,10 |
| Venezuela | 2013-2020 | 1 991 494,49 | 0,00 | 1 991 494,49 |
| Yémen | 2016-2020 | 45 342,90 | 0,00 | 45 342,90 |
|  |  | 10 338 085,78 | 46 163,55 | 10 384 249,33 |
|  |  |  |  |  |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| **Afghanistan** |  |  |  |  |
| – Afghan Wireless Communication, Kaboul | 2020 | 540,25 | 0,00 | 540,25 |
| **Algérie** |  |  |  |  |
| – Centre de dévelop. des tech. avancées, Alger | 2015 | 2 925,00 | 0,00 | 2 925,00 |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Comm., Alger | 2012-2013 | 3 881,15 | 0,00 | 3 881,15 |
| **Australie** |  |  |  |  |
| – NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | 5 300,10 | 0,00 | 5 300,10 |
| **Bahreïn** |  |  |  |  |
| – Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | 7 828,75 | 0,00 | 7 828,75 |
| **Botswana** |  |  |  |  |
| – Botswana Fibre Networks, Garborone | 2019-2020 | 11 590,55 | 0,00 | 11 590,55 |
| **Brésil** |  |  |  |  |
| – FINATEL, Santa Rita do Sapucaí | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Cambodge** |  |  |  |  |
| – Chuan Wei Co., Ldt., Phnom Penh | 2020 | 8 490,25 | 0,00 | 8 490,25 |
| **Chine** |  |  |  |  |
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 1 207 679,35 | 0,00 | 1 207 679,35 |
| – Yong Xin Hua Yun Cultural, Beijing | 2020 | 33 960,80 | 0,00 | 33 960,80 |
| **Colombie** |  |  |  |  |
| – Universidad ICESI, Cali | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| **Côte d'Ivoire** |  |  |  |  |
| – Associat. des Consommat. de Télécomm., Abidjan | 2007-2008 | 9 777,40 | 0,00 | 9 777,40 |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | 928 422,20 | 0,00 | 928 422,20 |
| **République dominicaine** |  |  |  |  |
| – Univ. Autónoma de Sto. Domingo, Saint‑Domingue | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| **Égypte** |  |  |  |  |
| – Egypt-Japan University of Science and Technology, Alexandrie | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – Orange Egypt, Le Caire | 2018-2019 | 2 390,75 | 0,00 | 2 390,75 |
| **Guinée équatoriale** |  |  |  |  |
| – GETESA, Malabo | 2016-2018 | 2 138,72 | 0,00 | 2 138,72 |
| **Estonie** |  |  |  |  |
| – Clementvale Baltic, Tallinn | 2020 | 10 377,14 | 0,00 | 10 377,14 |
| **Fidji** |  |  |  |  |
| – Commission du Pacifique, Suva | 2012-2013 | 6 605,60 | 0,00 | 6 605,60 |
| **Finlande** |  |  |  |  |
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki | 2012-2013 | 14 223,42 | 0,00 | 14 223,42 |
| **France** |  |  |  |  |
| – LegalBox, Paris | 2016-2017 | 17 217,13 | 0,00 | 17 217,13 |
| – PMI Conseil, Luynes | 2018 | 5 292,65 | 0,00 | 5 292,65 |
| **Ghana** |  |  |  |  |
| – Université maritime régionale, Accra | 2012 | 2 644,86 | 0,00 | 2 644,86 |
| – Subah Infosolutions Ghana Limited, Accra | 2020 | 7 022,50 | 0,00 | 7 022,50 |
| **Honduras** |  |  |  |  |
| – UNITEC, Tegucigalpa | 2012 | 3 483,75 | 0,00 | 3 483,75 |
| **Hongrie** |  |  |  |  |
| – Budapest University of Technology and Economics, Budapest | 2017-2019 | 4 867,65 | 0,00 | 4 867,65 |
| – MCNTelecom, Budapest (Ex. Tel2tel Kft.) | 2017 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
| **Inde** |  |  |  |  |
| – Amity Institute of Telecom Eng., Noida | 2017 | 2 603,25 | 0,00 | 2 603,25 |
| – Centre pour l'Internet et la société, Bangalore | 2014-2015 | 5 873,60 | 0,00 | 5 873,60 |
| – Centre for Study of Science, Technology and Policy, Bangalore | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – HRM Inst. of Tech. & Management, New Delhi | 2016-2018 | 2 530,45 | 0,00 | 2 530,45 |
| – Luna Ergonomics Pvt. Ltd., Noida | 2011 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| – Raitel Corporation of India Ltd., New Delhi | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Sinhgad Tech. Education Society, Pune | 2011-2012 | 4 966,85 | 0,00 | 4 966,85 |
| – Tata Communications Ltd., New Delhi | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Vihaan Networks Ltd., Gurgaon | 2013 | 59 158,20 | 0,00 | 59 158,20 |
| **Iran** |  |  |  |  |
| – Faculty of Applied Science of Post and Telecommunication, Téhéran | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Iran University of Science & Technology, Téhéran | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Iranian Net Communications & Electronic Services Co., Téhéran | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – Monenco Iran, Téhéran | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| **Israël**  |  |  |  |  |
| – IP Light, Petach Tikva | 2017 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
| – JpU Io. Ltd., Petach Tikva | 2019 | 4 118,93 | 0,00 | 4 118,93 |
| – Sckipio Technologies S.I. Ltd., Ramat Gan | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – TangoTec, Haïfa | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
| **Italie** |  |   |   |   |
| – Tor Vergata Univeristy of Rome, Rome | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Jordanie** |  |  |  |  |
| – Middle East Communications (MEC), Amman | 2008-2009 | 8 329,60 | 0,00 | 8 329,60 |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co., Amman | 2006-2007 | 19 207,85 | 0,00 | 19 207,85 |
| **Kenya**  |  |  |  |  |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi | 2010-2012 | 7 173,50 | 0,00 | 7 173,50 |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi | 2005-2007 | 394 397,55 | 0,00 | 394 397,55 |
| **Corée (Rép. de)** |  |  |  |  |
| – Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2013-2014 | 16 624,55 | 0,00 | 16 624,55 |
| – Graduate School of Public Administration, Seoul National University, Séoul | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
| – Kyrgyztelecom OJSC, Bichkek | 2016-2017 | 7 688,35 | 0,00 | 7 688,35 |
| **Liban** |  |  |  |  |
| – Telecommunications Regulatory Authority, Beyrouth | 2019 | 27 179,05 | 0,00 | 27 179,05 |
| **Lesotho** |  |  |  |  |
| – Econet Telecom Lesotho, Maseru | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Libye** |  |  |  |  |
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 76 454,55 | 0,00 | 76 454,55 |
| **Luxembourg** |  |  |  |  |
| – Luxembourg Space Telecomm, Luxembourg | 2018 | 39 294,55 | 0,00 | 39 294,55 |
| **Mali** |  |  |  |  |
| – Orange Mali SA, Bamako | 2018-2020 | 70 925,45 | 0,00 | 70 925,45 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
| – Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| – Chinguitel SA, Nouakchott | 2013-2015 | 5 897,80 | 0,00 | 5 897,80 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
| – CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 6 752,00 | 0,00 | 6 752,00 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
| – CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 925,00 | 0,00 | 2 925,00 |
| – e Worlwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 6 652,65 | 0,00 | 6 652,65 |
| **Papouasie-Nouvelle-Guinée** |  |  |  |  |
| – Awal Telecommunications Corp. Ltd., Port Moresby | 2017-2020 | 4 549,64 | 0,00 | 4 549,64 |
| **Qatar** |  |  |  |  |
| – Ooredoo, Doha | 2019-2020 | 76 806,35 | 0,00 | 76 806,35 |
| **République du Rwanda** |  |  |  |  |
| – Univ. of Rwanda, College and Tech., Kigali | 2016 | 2 299,55 | 0,00 | 2 299,55 |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
| – IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 5 861,95 | 0,00 | 5 861,95 |
| – Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 16 600,70 | 0,00 | 16 600,70 |
| **Sao Tomé-et-Principe** |  |  |  |  |
| – Unitel, STP, São Tomé | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
| – Electronia, Ltd., Al-Khobar | 2008-2010 | 7 849,45 | 0,00 | 7 849,45 |
| – Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 88 595,00 | 0,00 | 88 595,00 |
| **Sénégal** |  |  |  |  |
| – Expresso Telecom, Dakar-Ponty | 2017-2018 | 2 108,70 | 0,00 | 2 108,70 |
| – Initiative Africaine des Tech. Avancées, Dakar | 2018 | 2 046,60 | 0,00 | 2 046,60 |
| – Le Consortium du Service Universel (CSU), Dakar Medina | 2019 | 9 267,65 | 0,00 | 9 267,65 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
| – Garden City College for Science & Technology, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| – Open University of Sudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| – Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Sudatel Telecom Group, Khartoum | 2018-2020 | 483,65 | 0,00 | 483,65 |
| – Université de Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| **Suède** |  |  |  |  |
| – GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| **Suisse** |  |  |  |  |
| – High-Tech Bridge SA, Genève | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
| – Syriatel Mobile Telecom SA, Damas | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
| – Agence Tunisienne d'Internet (ATI), Tunis | 2018-2019 | 15 255,80 | 0,00 | 15 255,80 |
| – École Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 13 293,39 | 0,00 | 13 293,39 |
| – École Supérieure des Communications de Tunis (Sup'Com), Tunis | 2017-2018 | 2 530,10 | 0,00 | 2 530,10 |
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Prisma, Tunis | 2015-2018 | 13 448,00 | 0,00 | 13 448,00 |
| – Telnet Technocentre, Tunis | 2012-2017 | 14 759,45 | 0,00 | 14 759,45 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
| – Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 24 160,99 | 0,00 | 24 160,99 |
| **Émirats arabes unis** |  |  |  |  |
| – Teralight, FZ LLC, Dubaï | 2016 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
| – Malden Electronics, Ewell | 2016 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| – Tinklabs Limited, Londres | 2018 | 10 685,92 | 0,00 | 10 685,92 |
| **États-Unis d'Amérique** |  |   |   |   |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 23 456,90 | 0,00 | 23 456,90 |
| – Analog Devices Inc., San José | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – Animatele Inc., New York | 2011 | 19 694,85 | 0,00 | 19 694,85 |
| – AOL, New York | 2002-2003 | 239 793,75 | 0,00 | 239 793,75 |
| – Applied Micro Circuits Corporation, Andover | 2017 | 41 652,20 | 0,00 | 41 652,20 |
| – Compuware Corporation, Detroit | 2009-2010 | 15 836,40 | 0,00 | 15 836,40 |
| – ConceroConnect, L3C, Park City  | 2015 | 11 700,15 | 0,00 | 11 700,15 |
| – Continental Automotive Systems, Deer Park  | 2020 | 6 554,33 | 0,00 | 6 554,33 |
| – Conversay, Redmond | 2007-2008 | 94 531,20 | 0,00 | 94 531,20 |
| – Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 150 172,60 | 0,00 | 150 172,60 |
| – Cypress Semiconductor Corp., San José | 2004-2005 | 45 005,75 | 0,00 | 45 005,75 |
| – E-MAC Corporation, Arlington | 2005-2007 | 57 166,10 | 0,00 | 57 166,10 |
| – eCurrency, Oakland | 2018-2019 | 37 157,80 | 0,00 | 37 157,80 |
| – Ellipsat Inc., Washington | 2018 | 10 204,95 | 0,00 | 10 204,95 |
| – EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
| – Georgia Institute of Technology, Atlanta | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| – Graphnet Inc., New York | 1987-2002 | 1 739 186,95 | 0,00 | 1 739 186,95 |
| – Ikanos Communications, Red Bank NJ | 2016 | 44 151,35 | 0,00 | 44 151,35 |
| – ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 81 160,40 | 0,00 | 81 160,40 |
| – Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 22 129,15 | 0,00 | 22 129,15 |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 37 326,25 | 0,00 | 37 326,25 |
| – Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
| – Oration Technologies Inc., Omaha | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – Ossia Inc., Bellevue WA | 2017-2018 | 39 597,10 | 0,00 | 39 597,10 |
| – Range Networks, Inc., Santa Clara | 2013-2014 | 16 582,60 | 0,00 | 16 582,60 |
| – Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 20 876,55 | 0,00 | 20 876,55 |
| – Space Systems Loral, Palo Alto | 2019 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – Tektronix, Inc., Beaverton | 2017-2019 | 12 980,40 | 0,00 | 12 980,40 |
| – The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 17 629,70 | 0,00 | 17 629,70 |
| – Toda Network Corporation, San Francisco | 2019 | 6 178,40 | 0,00 | 6 178,40 |
| – UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 70 464,15 | 0,00 | 70 464,15 |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 19 136,20 | 0,00 | 19 136,20 |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 499 715,90 | 0,00 | 499 715,90 |
| – Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 95 676,75 | 0,00 | 95 676,75 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
| – Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 3 100,50 | 0,00 | 3 100,50 |
| **Venezuela** |  |  |  |  |
| – CANTV, Caracas | 2018-2019 | 93 338,45 | 0,00 | 93 338,45 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
| – Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 100 776,65 | 0,00 | 100 776,65 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
| – TelOne (Pvt) Limited, Harare | 2016-2018 | 31 289,17 | 0,00 | 31 289,17 |
| – Université du Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 26 722,45 | 0,00 | 26 722,45 |
| **Résolution 99 (Rév. Dubaï, 2018)** |  |  |  |  |
| – Palestine Technical University, Tulkarem | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
|  |  | 7 403 101,69 | 0,00 | 7 403 101,69 |
|  |  |  |  |  |
| **C Autres débiteurs** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| – C & C Marine Combine, Mumbai | 2017 | 0,00 | 48 443,95 | 48 443,95 |
|  |  | 0,00 | 48 443,95 | 48 443,95 |
| **D Autres débiteurs**\* |  | 26 429,39 | 772,60 | 27 201,99 |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 30.06.2022** |  | 17 767 616,86 | 95 380,10 | 17 862 996,96 |
|  |  |  |  |  |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les États Membres de l'Union et à 2 000 CHF pour les Membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. |

ANNEXE C

|  |
| --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES FICHES DE NOTIFICATION DES RÉSEAUX À SATELLITE |
| **Administration notificatrice** | **Entité exploitante** | **Année** | **Montant dû en CHF** |
| **Chine** | Département de la réglementation des radiocommunications (RRD), Ministère du secteur de l'information | 2019 | 106,60 |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 586,80 |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, Moscou | 2014 | 111 005,75 |
| **Tunisie** | Ministère des Technologies de la Communication, Tunis | 2020 | 327,20 |
| **États-Unis d'Amérique** | Intelsat US LLC, Mclean | 2019 | 39,35 |
| Leading Technologies, LLC, Washington | 2008-2009 | 153 155,70 |
| Steptoe & Johnson LLP, Washington | 2017 | 72,85 |
| **Total des arriérés au 30.06.2022** |   |  | **267 294,25** |

|  |
| --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES DIVERSES |
| **Pays** | **Entité** | **Année** | **Montant dû en CHF** |
| **France (Organisation internationale)** | OCDE, Paris | 2020 | 2 029,74 |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyad | 2010 | 62 560,00 |
| **Total des arriérés au 30.06.2022** |   |  | **64 589,74** |

ANNEXE d

|  |
| --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES NUMÉROS UNIVERSELS DE LIBRE APPEL INTERNATIONAL (UIFN) |
| Pays | Entité | Année | Montant dû en CHF |
| ARGENTINE | Telefónica de Argentina S.A. (TASA) | 2020 | 200,00 |
| BRÉSIL | Telecom Itália Móbile S.p.A. (TIM) | 2018 | 100,00 |
| CHINE | HKBN Enterprise Solutions HK Limited | 2018 | 400,00 |
| COLOMBIE | Telefónica S.A. | 2018 | 500,00 |
| FRANCE | Altice France | 2018 | 200,00 |
| HONDURAS | Empresa Hondureña de Telecomunicaciones (HONDUTEL) | 2018 | 100,00 |
| ISRAËL | Bezeq International Ltd. | 2018 | 11 200,00 |
| ITALIE | Eutelia S.p.A. | 2018 | 1 000,00 |
| LETTONIE | SIA LATTELEKOM | 2018 | 100,00 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | Vodafone New Zealand LTD. | 2018 | 100,00 |
| PÉROU | Telefónica del Perú S.A.A. | 2018 | 300,00 |
| ESPAGNE | Telecable de Asturias SA | 2018 | 100,00 |
| ROYAUME-UNI | KCOM | 2018 | 500,00 |
| PTGI International Carrier Services Ltd. | 2018 | 300,00 |
| ÉTATS-UNIS | ComoreTel Holdings Ltd. | 2019 | 100,00 |
| International Telecom Ltd. | 2018 | 5 600,00 |
| **Total des arriérés au 30.06.2022** |  |  | **20 800,00** |

ANNEXE E

1 MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS (ACCORDS D'AMORTISSEMENT)

Francs suisses

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions de la PP**  | **Transferts danscompte spécial d'arriérés** | **Solde au31.12.2021** | **Mouvements2022** | **Intérêts/Passation par pertes et profits 2022** | **Paiements2022** | **Solde au30.06.2022** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 PP 1989 | 567 047,95 | 6 028,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 028,45 |
| Congo (Rép. du) | Rés. 41 – 2018 | 1 730 027,81 | 1 392 974,13 | 0,00 | 0,00 | –84 263,42 | 1 308 710,71 |
| Somalie | Rés. 41 – 2017 | 2 093 262,73 | 2 082 345,27 | 2 082 345,27 | 0,00 | –62 584,81 | 2 019 760,46 |
| Libéria | Rés. 41 – 2020 | 4 833 356,64 | 4 615 222,27 | 0,00 | 0,00 | –3 814,63 | 4 611 407,64 |
| Gambie | Rés. 41 – 2022 | 104 522,45 | 0,00 | 104 522,45 | 0,00 | 0,00 | 104 522,45 |
| Vanuatu | Rés. 41 – 2022 | 109 915,91 | 0,00 | 109 915,91 | 0,00 | –19 362,09 | 90 553,82 |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Cameroon Telecom. (CAMTEL), Yaoundé | Rés. 41 – 2021 | 190 283,70 | 176 817,60 | – | 0,00 | 0,00 | 176 817,60 |
| **Total au 30 juin 2022** |  | **9 628 417,19** | **6 191 042,45** | **2 296 783,63** | **0,00** | **–170 024,95** | **8 317 801,13** |

2 MONTANTS DUS CONCERNANT LES COMPTES SPÉCIAUX D'ARRIÉRÉS SUPPRIMÉS
(ACCORDS D'AMORTISSEMENT SUPPRIMÉS POUR DÉFAUT DE PAIEMENT)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions de la PP** | **Transfert dans compte spécial d'arriérés supprimé** | **Solde au31.12.2021** | **Mouvements2022** | **Intérêts2022** | **Paiements2022** | **Solde au30.06.2022** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Nicaragua\* | Rés. 41 – 2016 | 1 462 488,98 | 2 074 242,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 074 242,43 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2018 | 118 043,75 | 140 592,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 140 592,05 |
| Comores | Rés. 41 – 2019 | 210 094,66 | 236 062,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 236 062,36 |
| Gambie | Rés. 41 – 2019 | 255 414,83 | 286 984,13 | –104 522,45 | 0,00 | –182 461,68 | 0,00 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2019 | 4 416 613,50 | 4 962 506,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 962 506,90 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2019 | 2 731 266,28 | 3 068 850,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 068 850,83 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2020 | 109 952,30 | 118 278,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 118 278,25 |
| Gabon | Rés. 41 – 2020 | 267 633,89 | 286 528,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 286 528,84 |
| Somalie | Rés. 41 – 2021 | 2 093 262,73 | 2 082 345,27 | –2 082 345,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 – 2016 | 6 658,15 | 9 177,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 177,50 |
| Ellipsat Inc., États-Unis | Rés. 41 – 2017 | 27 865,90 | 35 180,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 180,05 |
| **Total au 30 juin 2022** |  | **11 699 294,97** | **13 300 748,61** | **–2 186 867,72** | **0,00** | **–182 461,68** | **10 931 419,21** |

\* Le Nicaragua a signé un accord d'amortissement avec l'Union et a retrouvé son droit de vote en juillet 2022.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_